



**Explore, un programme
qui fait du chemin**

Page 4



25 ans de design à fêter !
Page 6



**Responsabilité sociale
et rentabilité
économique
des entreprises**
Page 12

Illustration : © Stéphane Lortie, Revue Gestion, volume 31, numéro 2

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXIII
Numéro 2
18 septembre 2006

Mise en application de la Politique facultaire

Claude Gauvreau

Après une large consultation menée pendant plus d'un an au sein de la communauté universitaire, le Conseil d'administration de l'UQAM adoptait en juin dernier la première *Politique facultaire* institutionnelle. Celle-ci réaffirme que les facultés sont au cœur de la vie académique et constituent des leviers du développement institutionnel. Les facultés, souligne la Politique, contribuent à la définition et à la mise en œuvre des orientations de l'Université, ainsi qu'à l'accomplissement de ses missions : l'enseignement, la recherche-crédation et les services aux collectivités, ici et à l'étranger.

La Politique établit, notamment, le cadre de gestion et les principes généraux de décentralisation des ressources et des processus de décision. «La décentralisation de responsabilités et de pouvoirs académiques vers les facultés est un moyen et non un objectif, précise Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive. L'UQAM a grandi à une vitesse phénoménale au cours des dernières années et sa taille actuelle exige que les décisions, particulièrement en matière

académique, soient prises plus près de la base, dans un esprit de gestion plus efficace.»

Autonomie et imputabilité

Les facultés sont de dimension variable et ont des besoins différents. La Politique reconnaît cette réalité et oblige à trouver des solutions opérationnelles, observe Mme Laberge. Évidemment, leur taille peut se mesurer par le nombre d'étudiants, de professeurs, d'unités de recherche et de programmes d'études. Mais la recherche de l'équité dans la répartition des ressources financières et matérielles n'est pas seulement une question mathématique, soutient la vice-rectrice. «Pour une faculté X, la priorité sera le développement des programmes de maîtrise et de doctorat, tandis que pour une autre, ce sera l'internationalisation. On doit penser la répartition des ressources de manière globale en considérant aussi le volume d'activités dans divers domaines et les projets académiques que se donnent les facultés.»

Dans chaque faculté, un Comité de coordination budgétaire des ressources, sous la responsabilité du



Photo : Nathalie St-Pierre

Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, est responsable de la Politique facultaire institutionnelle.

doyen, verra à la répartition intrafacultaire des budgets et des ressources dévolus à la faculté, à la lumière des

priorités et des orientations définies par le Conseil académique. «Il faut favoriser à la fois l'autonomie et l'imputabilité, souligne Mme Laberge. Toutes les universités font face à des contraintes budgétaires et, dans ce contexte, nous avons le devoir de pratiquer une gestion saine, intelligente et créative.»

Clarifier les rôles et les fonctions

La Politique facultaire, qui réaffirme l'importance du rôle des départements et des conseils académiques dans le processus de prise de décision, attribue aux doyens un statut de cadre académique. Cela signifie que les doyens, pendant la durée de leur mandat, sont libérés de leurs tâches professorales et détachés de leur département et de leur unité d'accréditation syndicale.

«Mandataires des conseils académiques, les doyens doivent pouvoir représenter l'ensemble des groupes qui composent les facultés : professeurs, chargés de cours, personnel de soutien et étudiants, explique la vice-rectrice. Ils parlent au nom de ces personnes, sans en être le patron. Le fait de les retirer momentanément de leur unité d'accréditation syndicale devrait faciliter leur tâche. Cela dit, sur ce sujet et

sur tous les autres qui ont des incidences sur la convention collective des professeurs, la Politique ne pourra être appliquée avant qu'une entente négociée ne soit intervenue avec le syndicat des professeurs.»

La Politique clarifie également le rôle du Comité de direction de la vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive. Ce comité, déjà existant, favorise la mise en commun des stratégies de développement et de gestion des facultés, tout en étant un lieu de concertation entre les doyens et les différents vice-rectorats académiques (recherche et création, études et vie étudiante, services académiques et développement technologique). «Le comité, indique Mme Laberge, permet aux doyens de transmettre le point de vue de leur conseil académique et de recevoir toute l'information pertinente dont ils ont besoin.»

Des règles de rattachement

Tout en soulignant que l'Université soutient l'évolution de ses structures, la Politique précise que celles-ci doivent être portées par des valeurs académiques, sont au service des missions de l'institution et qu'intégrité,

Suite en page 2 ▶

Un nouveau labo en design



Photo : Nathalie St-Pierre

La plaque installée à l'entrée du **Laboratoire d'édition et d'images numériques**, au 6^e étage de l'École de design, a été dévoilée lors de l'inauguration, le 14 septembre dernier, qui réunissait le vice-recteur à la Recher-

che et à la création, M. Michel Jébrak, le directeur de l'École de design, M. Borkur Bergmann, les co-responsables du labo, les professeurs Judith Poirier et Georges Frédéric Singer de l'École de design, la directrice générale de la

Fondation de l'UQAM, Mme Diane Veilleux, et le directeur général de la Fondation Daniel-Langlois, M. Jean Gagnon. C'est grâce à un don important de la Fondation Daniel-Langlois que ce laboratoire a pu voir le jour.

Personnalité La Presse / Radio-Canada



Me Bernard Duhaime, professeur au Département des sciences juridiques, a été nommé «Personnalité de la semaine La Presse / Radio-Canada» le 27 août dernier, afin de souligner le franc succès de la Clinique internationale de défense des droits humains de l’UQAM (CIDDHU), dont il est le directeur-fondateur.

Créé en 2005, en collaboration avec l’avocate et chargée de cours Carol Hilling, la CIDDHU offre un soutien gratuit aux victimes de violation des droits humains et aux défenseurs des droits de la personne. La clinique, une première au Québec, permet aux étudiants en droit de mettre la théorie en pratique, en participant à des projets concrets à l’international.

Prix Thomas-Baillargé



Luc Noppen, professeur au Département d’études urbaines et touristiques, a reçu en juin dernier le Prix Thomas-Baillargé 2006, décerné par l’Ordre des architectes du Québec. Cette distinction souligne les efforts d’un individu ou d’un organisme public ou parapublic qui a participé à la promotion et à la conservation de la qualité du cadre de vie au Québec.

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et directeur de l’Institut du patrimoine, M. Noppen est un spécialiste reconnu de l’histoire de l’architecture et de la conservation architecturale au Québec.

Prix Peter Zwack



La Fédération québécoise de l’autisme et des autres troubles envahissants du développement a honoré l’UQAM en juin dernier, en lui décernant le Prix Peter Zwack, visant à reconnaître un organisme ou une personne qui a su se démarquer dans l’intégration d’une personne présentant un trouble envahissant du développement. Le Vice-recteur à la recherche et à la création, M. **Michel Jébrak**, a reçu le prix au nom de l’UQAM.

Décédé en novembre 2005, Peter Zwack était professeur au Département des sciences de la Terre et de l’atmosphère. Il a consacré une partie de sa vie à la cause de l’autisme, trouble dont son fils unique est atteint. Au moment de son décès, il occupait la présidence de la Société canadienne de l’autisme.

Nomination prestigieuse



Depuis le 5 septembre dernier, le professeur **Steven Ambler**, du Département des sciences économiques, agit à titre de conseiller auprès de la Banque du Canada, notamment en ce qui a trait à la révision de sa cible pour le taux d’inflation et à la mise à jour de son modèle de projection macroéconomique. Son mandat s’échelonnera jusqu’au 29 juin 2007.

Titulaire d’un doctorat de l’Université Stanford, en Californie, Steven Ambler enseigne à l’UQAM depuis 1985. Il est membre du Centre interuniversitaire de recherche sur les politiques économiques et l’emploi (CIRPÉE).

Triomphe au Lux

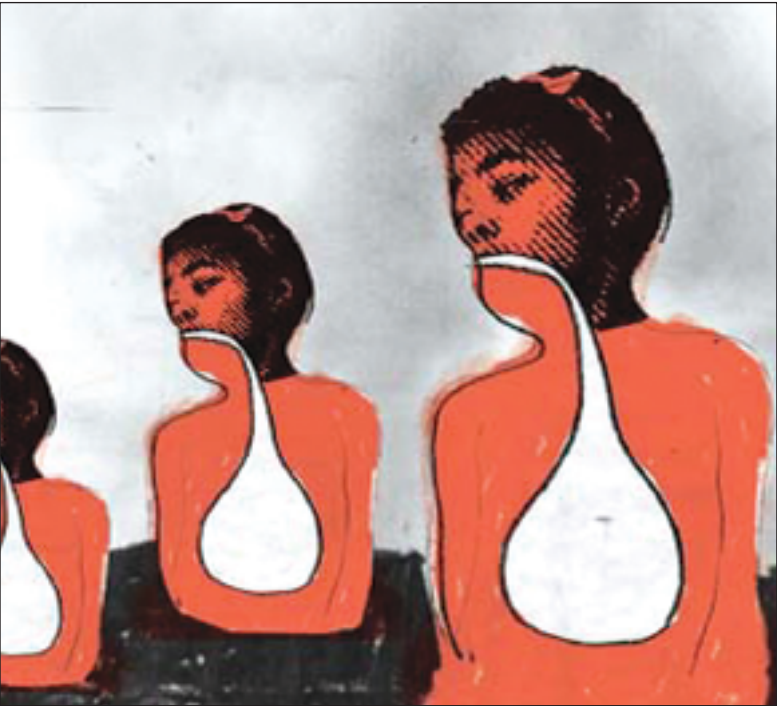
Le concours Lux, qui récompense les meilleures réalisations visuelles de l’année dans les domaines de la photographie et de l’illustration au Québec, a dévoilé les noms des lauréats de sa neuvième édition, le 6 septembre dernier, à l’occasion d’un vernissage des œuvres gagnantes, à la Fonderie Darling du Vieux-Montréal. Fidèles à leur habitude, les Uqamiens ont raflé la majorité des prix dans les catégories réservées aux étudiants.

Côté photo, Yann Pocreau a mérité le Grand Prix dans la catégorie «pièce unique» pour *Boîtes 4*. Dans le camp des illustrateurs, David Bombardier s’est classé premier dans la catégorie «pièce unique» pour *Violence policière en Jamaïque*. Sa pièce intitulée *L’utopie de l’abolition de la faim* a été choisie comme finaliste, tout comme *Ces plaies ouvertes dans ces continents intimes*, signée Jonathan Vergobbi. Toujours du côté de l’illustration, mais pour une série cette fois, Daniel Robitaille a remporté le Grand Prix avec *L’attente*. Sa série *L’utopie* a également été sélectionnée, se classant parmi les finalistes.

Les œuvres gagnantes seront exposées prochainement à la galerie Contact Image. www.contactimage.com



Œuvre extraite de la série *L’utopie*, de Daniel Robitaille.



L’utopie de l’abolition de la faim, de David Bombardier.



Boîtes 4, de Yann Pocreau.

L’UQAM

Le journal *L’UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l’information.

Directeur des communications
Daniel Hébert

Directrice du journal
Angèle Dufresne

Rédaction
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos
Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique
Jean Gladu, designer

Infographie
André Gerbeau
Geneviève Ouellet

Publicité
Isabelle Bérard
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 300

Impression
Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal
Pavillon Berri, local WB-5300
Téléphone : (514) 987-6177 • Télécopieur : (514) 987-0306

Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca

Versión Web du journal
www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L’UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQÀM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

► FACULTAIRE – Suite de la page 1

unité et cohérence doivent prévaloir. Ainsi, les personnes ou groupes demandant la modification de leur mode ou lieu de rattachement institutionnel doivent démontrer que le changement souhaité permet d’améliorer leur contribution à la poursuite des objectifs académiques de l’Université.

La Politique prévoit également que les unités interfacultaires (chaires, centres de recherche, programmes d’études multifacultaires) seront rattachées prioritairement à une faculté avec des modalités d’ententes à préciser. Quant au rattachement des Instituts, un groupe de travail créé par la Commission des études, qui a travaillé tout au cours de l’année dernière, soumettra des propositions cet automne, explique Mme Laberge.

Selon la vice-rectrice, la Politique facultaire ne doit pas être réduite à une

2 / *L’UQAM* / le 18 septembre 2006

simple mécanique de décentralisation, mais doit plutôt permettre de poursuivre la réflexion sur les façons de travailler. Un échéancier sera établi pour la mise en œuvre et certaines choses pourront être réalisées rapidement, comme le transfert vers les facultés de responsabilités en matière de gestion académique et un meilleur arrimage entre les services centraux de l’Université et les facultés, affirme-t-elle.

La facultarisation représente une réorganisation majeure de l’Université. Tous les personnels ont déjà commencé à se l’approprier et à lui donner une couleur particulière, souligne Mme Laberge. «Les changements doivent être faits avec soin, avec dévouement, et dans un esprit de solidarité car, au bout du compte, nous n’aurons toujours qu’une université : l’UQAM.» ●

Neuf grands chantiers de travail

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique facultaire, la Direction de l’UQAM a créé neuf grands chantiers de travail qui verront à analyser les processus académiques et administratifs sous-jacents à l’application de la Politique dans divers domaines. Chaque chantier sera présidé par une vice-rectrice ou un vice-recteur. Les chantiers, placés sous la responsabilité de Danielle Laberge, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, débiteront leurs travaux au cours de l’automne et porteront sur les thèmes suivants :

- Planification et développement
- Études
- Recherche et création
- Communications et rayonnement
- Services académiques et technologiques
- Ressources (humaines, financières, matérielles)
- Cadre juridique et réglementaire
- Vie étudiante
- International et partenariats externes

L’histoire : science exacte ou récit d’une épopée?

Claude Gauvreau

Parole d’historiens est le titre d’une anthologie qui, pour la première fois, réunit des textes d’auteurs ayant marqué, depuis trois siècles, la manière d’écrire et d’enseigner l’histoire du Québec : de François-Xavier Garneau à Jocelyn Létourneau, en passant par Lionel Groulx, Paul-André Linteau, Gérard Bouchard et plusieurs autres.

Publié aux presses de l’Université de Montréal sous la direction des professeurs Éric Bédard (TÉLUQ) et Julien Goyette (Université du Québec à Rimouski), l’ouvrage propose un bilan des réflexions sur la fonction sociale de l’histoire. « Nous voulions montrer qu’il existe au Québec une tradition de débats sur cette question, explique Éric Bédard. Les textes rassemblés témoignent également des préoccupations et des intérêts de recherche de plusieurs générations d’historiens. Ils méritent d’être étudiés par les enseignants dans les écoles et les Cégeps, par les étudiants dans les universités et par les chercheurs qui s’intéressent à l’histoire. »

En filigrane des débats sur la finalité de la recherche historique, on constate que les interrogations ont peu changé au fil des ans, précise M. Bédard. L’histoire est-elle une science exacte ou le récit d’une épopée, la description méthodique du passé ou le roman-vrai des origines?

Trois générations d’historiens

Les premiers historiens «professionnels» débutent leur carrière universitaire au milieu des années 1940, raconte M. Bédard. Ces historiens insistent sur les retards de la nation canadienne-française, imputables, selon certains, à la Conquête anglaise, ou à l’obscurantisme religieux, selon d’autres. Mais tous s’entendent sur l’importance de moderniser le Québec.

La génération suivante, celle des «modernistes», émerge au début des années 70. Deux grandes approches orientent leurs recherches. D’une part, ils cherchent à donner une voix aux exclus de l’historiographie traditionnelle : les ouvriers, les femmes, les autochtones, les minorités ethniques, etc.



Photo : Michel Giroux

Éric Bédard, professeur à l’Unité d’enseignement et de recherche (UER), Sciences humaines, lettres et communications de la TÉLUQ.

D’autre part, ils décrivent les processus d’avènement de la modernité au Québec, à travers le développement de l’industrialisation, de l’urbanisation et l’affranchissement graduel de l’Église. « Ces historiens, contrairement à leurs prédécesseurs, tentent de montrer que le Québec d’avant la Révolution Tranquille a connu un développement économique, social et culturel *normal*, analogue à celui des autres sociétés occidentales », souligne M. Bédard.

Difficile, par contre, d’identifier un fil conducteur clair chez la jeune génération d’historiens qui, au tournant des années 90, intègrent les divers départements d’histoire, poursuit-il. « Histoire des idées, des groupes sociaux, des régions, histoire religieuse, militaire ou ouvrière... les recherches se multiplient et se diversifient. C’est le signe d’une maturité et d’une plus grande autonomie car les jeunes historiens se sentent libres d’étudier les sujets de leur choix. »

Revaloriser l’histoire politique

Jeune historien de 36 ans, Éric Bédard estime qu’il faut revaloriser l’histoire

politique, celle des acteurs, de leurs idées et de leurs projets. Peut-on imaginer une histoire du Québec qui passerait sous silence nos rapports avec les Premières nations, la Conquête anglaise, l’infériorité économique des Canadiens français et l’avènement tardif de l’État-providence?

« À l’époque où j’étudiais au baccalauréat, le courant dominant était l’histoire des grandes structures économiques et sociales. Cette histoire a été et demeure extrêmement utile. Elle permet même de faire une histoire politique plus riche, qui ne soit pas purement événementielle. En effet, les idées et discours des grands acteurs politiques sont toujours révélateurs de phénomènes plus profonds. Ainsi, un parti comme *Québec solidaire* n’aurait pu émerger sans l’existence de mouvements sociaux préoccupés par les questions d’environnement et de mondialisation. »

L’historien travaille toujours avec des archives et des documents, rappelle Éric Bédard. Son récit n’est pas pure fiction. C’est en se fondant sur des preuves qu’il peut démontrer ce qu’il avance, tout en se faisant inter-

prête. Les historiens n’échappent pas toujours aux jugements de valeur, aux partis pris, voire aux idéologies. Mais

cela ne fait pas d’eux des chercheurs moins rigoureux pour autant, soutient-il.

Éric Bédard croit aussi que les historiens doivent faire preuve de modestie. Selon lui, il faut distinguer histoire savante et mémoire collective. « On pourrait avoir des rayons de livres essayant de démontrer que le Québec n’a pas attendu la Révolution Tranquille pour devenir une société semblable aux autres sociétés occidentales. Mais il reste que, dans la mémoire collective, cette révolution représente encore et toujours une cassure. L’historien a peu de prise sur cette mémoire qui est nourrie, notamment, par la tradition orale et les médias. »

Même si tout dans le passé n’explique pas le présent, l’histoire permet de donner du recul et de la perspective pour saisir l’époque actuelle, souligne l’historien. « L’histoire est un domaine de culture générale qui fournit des outils pour nous comprendre nous-mêmes et pour comprendre l’Expérience humaine avec un E majuscule. » ●

PUBLICITÉ

Campagne Centraide 2006

Le lancement de la campagne Centraide du Grand Montréal 2006 se tiendra le 21 septembre par la traditionnelle Marche des parapluies. Une délégation de l’UQAM est toujours au rendez-vous (angle McGill College et Sainte-Catherine, à 11h30) de ce grand rassemblement annuel. Tous ceux que cela intéresse sont priés de communiquer avec M. Denis Bertrand, directeur de la campagne UQAM (poste 4066).

Les dates clés de la campagne à retenir cette année et à inscrire dans l’agenda sont les suivantes :

- **5 octobre** – Petit-déjeuner Centraide à la cafétéria La Verrière (Pavillon Hubert-Aquin);
- **10 octobre** au **4 novembre** – Sollicitation directe à la base dans les unités et services;

- **19 octobre** – Vente des sacs de collations «pomme-fromage» dans des endroits stratégiques de l’Université;
- **7 et 8 novembre** – Course étudiante des huards;
- **30 novembre** – Clôture officielle de la campagne;
- **5 au 8 décembre** – Annonce des résultats et tirage des prix de participation.

La campagne Centraide de l’année dernière, à laquelle ont participé 761 donateurs, a rapporté 178 500 \$, dont 169 000 \$ en dons directs et 9 500 \$ générés par les activités de mobilisation. Il s’agit d’un gain substantiel par rapport aux campagnes de 2003 et 2004 où l’effort n’avait recueilli qu’un peu plus de 160 600 \$. La sollicitation à la

base par les pairs dans les unités et services a donc démontré son efficacité et sera reprise cette année. Tous les employés de l’UQAM sont invités à remettre leur carton de sollicitation, qu’ils soit rempli ou non, à la personne qui les contacte, et ce, pour garantir la confidentialité de tous les dons et éviter des relances inutiles.

L’objectif de la campagne Centraide 2006 est de 185 000 \$ (820 donateurs) et M. Denis Bertrand est très confiant qu’il sera atteint, s’il se fie à l’efficacité et l’enthousiasme de l’équipe de sollicitation de l’année dernière, qui est invitée à reprendre du service cette année. Tous les volontaires devraient déjà avoir contacté M. Bertrand au 4066.

Explorer une langue et un pays

Pierre-Etienne Caza

Le programme *Explore* pourrait évoquer une mission spatiale. Mais il s’agit d’un programme d’échange linguistique pancanadien, qui permet à des milliers d’étudiants d’approfondir leur connaissance de l’anglais ou du français, tout en découvrant une région de notre vaste pays. Une exploration... géographique et culturelle, pour ainsi dire!

Laure Frappier, étudiante au certificat en études féministes, habite à Varennes et n’a pas la chance de pratiquer son anglais. Elle a vu ses deux fils, aujourd’hui âgés de 21 et 25 ans, vivre l’expérience *Explore* avant d’y participer à son tour au printemps dernier, en se rendant à l’Université Dalhousie, à Halifax en Nouvelle-Écosse. Pour d’autres, comme Jessica Iezzoni, il s’agissait de briser la coquille de la gêne : «J’ai développé une assurance que je n’avais pas auparavant», affirme cette étudiante au baccalauréat en administration, qui a séjourné à l’Université de Victoria, en Colombie-Britannique. «L’immersion demeure la meilleure façon d’apprendre une langue, car vous êtes en contact 24 heures sur 24 avec l’environnement linguistique désiré, mais également avec la culture qui lui est associée», explique Éric Buisson, coordonnateur de la formation non-crée-



Photo : Denis Bernier

Laure Frappier et Jessica Iezzoni ont toutes deux participé au programme *Explore* le printemps dernier.

ditée à l’École de langues, et directeur du programme *Explore* à l’UQAM.

Les rouages d’*Explore*

Le programme offre la même chance à tous : le tirage des bourses d’étude (versées directement à l’établissement d’accueil) s’effectue de façon aléatoire par un système informatique selon des quotas provinciaux et territoriaux. Celles-ci couvrent les droits de scola-

rité, l’hébergement et les repas. Pour soumettre sa candidature, il suffit d’être citoyen canadien (ou résident permanent) et d’avoir étudié à temps plein durant au moins un semestre de l’année scolaire en cours. Lorsqu’il n’y a à déboursier que le billet d’avion (et ses dépenses personnelles), l’appel du voyage est tentant, ce qui explique que certains étudiants, ayant flairé la bonne affaire, y participent deux ou même trois fois!

Dans l’une ou l’autre des dix provinces canadiennes, le programme d’apprentissage est le même : cinq semaines (en juin et juillet) durant lesquelles, du lundi au vendredi, les étudiants assistent à des cours théoriques le matin, et profitent d’ateliers de conversation et de sorties culturelles en après-midi (musées, marchés publics, etc.). Les groupes (débutant, intermédiaire ou avancé) ne dépassent que rarement la quinzaine d’étudiants, un contexte idéal pour l’apprentissage d’une langue, selon M. Buisson.

Sans surprise, ce programme est chapeauté par Patrimoine Canada et coordonné par le Conseil des ministres de l’Éducation du Canada (CMEC). «La mission première d’*Explore* est de promouvoir l’ap-

prentissage des deux langues officielles, mais aussi de créer des liens entre les individus et de rapprocher les collectivités», explique M. Buisson. Pour Laure Frappier, le programme a atteint la cible. Cet automne, elle recevra chez elle une vingtaine de personnes du Québec qui étaient, comme elle, à l’Université Dalhousie le printemps dernier. «Ce sera l’occasion de partager nos anecdotes et de boucler la boucle», affirme-t-elle.

Handicapée visuellement, Laure Frappier affirme que son séjour, en plus de lui avoir permis d’améliorer son anglais, a été bénéfique sur le plan humain. «J’ai pu me rendre

compte que je pouvais être autonome, quitter la région de Montréal, prendre l’avion et m’intégrer dans un milieu inconnu», explique-t-elle fièrement, en soulignant le travail exceptionnel de tous les intervenants qui ont facilité l’organisation et le déroulement de son séjour.

Le campus à la cote

Si Mme Frappier avoue avoir choisi Halifax «pour le bord de mer», Jessica Iezzoni est allée à l’Université de Victoria «parce que c’était la ville la plus loin de chez moi!», dit-elle en riant. Les deux étudiantes ont habité sur le campus universitaire, même si *Explore* offre la possibilité d’habiter dans une famille d’accueil. «Plusieurs étudiants partent de chez papamaman, ce qui explique que 90 % d’entre eux souhaitent vivre l’expérience du campus universitaire, synonyme de liberté», explique M. Buisson.

Le printemps dernier, Carole Breton, graphiste au Service des communications de l’UQAM, a accueilli chez elle une étudiante de Toronto qui participait au programme *Explore*. «Comme il s’agissait de son troisième séjour au Québec, elle se débrouillait très bien en français, raconte Mme Breton. Nous sommes allés au Marché Jean-Talon, elle a assisté aux matches de soccer de mon fils et je lui ai fait visiter mon village natal, dans la région Chaudière-Appalaches.» L’expérience a inspiré son garçon, âgé de douze ans. Mais la maman, elle, n’est pas pressée de le voir partir à la découverte du monde! ●

Premier Grand prix de guitare de Montréal

Le Salon des instruments de musique et des musiciens de Montréal (SIMMM) innove cette année en organisant, les 29 et 30 septembre et le dimanche 1^{er} octobre, un tout nouveau concours destiné aux guitaristes en herbe, quel que soit leur style : rock, classique, blues ou musiques du monde. Présenté par Guitares Godin en collaboration avec la magasin de musique Steve’s, le concours s’adresse à tous les étudiants et les diplômés en musique du Québec, âgés de 18 à 29 ans.

Les candidats passeront des auditions sur scène devant un jury de professionnels et devant public. La grande finale sera suivie d’un spectacle gratuit au Théâtre Outremont, mettant en vedette le virtuose de la guitare à huit cordes, Charlie Hunter et, en première partie, Rob Lutes et Rob MacDonald. Plusieurs milliers de dollars en prix (quatre guitares notamment) seront remis aux gagnants.

Pour vous inscrire, visitez le www.grandprixdeguitaredemontreal.com

L’UQAM de plus en plus populaire

Le programme *Explore* existe depuis 1971, mais l’UQAM n’y participe que depuis 2001. «Cette année-là, nous avons accueilli 50 étudiants, alors que le printemps dernier, nous en avons accueilli 166», affirme Monique Corbeil, qui coordonne le programme à l’UQAM. Plus de 300 étudiants à travers le Canada avaient choisi l’UQAM comme premier choix de destination cette année, et ils provenaient de tous les coins du pays, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, et même du Yukon. «Il ne faut pas négliger la visibilité que cela offre à l’UQAM, ajoute-t-elle. Certains étudiants reviennent deux ou trois fois et envisagent même de poursuivre leurs études de cycles supérieurs ici.»

PUBLICITÉ

L'Île Maurice

Plaque tournante en formation à distance

Claude Gauvreau

Difficile d’imaginer qu’un pays de 1,2 million d’habitants, dont l’économie repose sur le tourisme et la culture de la canne à sucre, soit devenu un carrefour d’initiatives et de projets en formation à distance. C’est pourtant le cas de l’Île Maurice, petit État devenu indépendant en 1968, situé au large des côtes de l’Afrique dans l’océan Indien.

L’été dernier, Isabelle Savard, étudiante au programme de doctorat en informatique cognitive (UQAM-TÉLUQ), a effectué un stage de deux mois au *Virtual Center of Innovative Learning Technologies*, un laboratoire de recherche rattaché à l’Université de l’Île Maurice, seul établissement d’enseignement supérieur dans le pays. Ce laboratoire vise à développer des approches novatrices en éducation, axées sur la collaboration entre étudiants et professeurs. « En faisant des entrevues avec des concepteurs pédagogiques, j’ai cherché à comprendre comment ils utilisent et partagent des banques informatiques composées d’objets d’apprentissage et de matériel pédagogique », explique-t-elle.

Isabelle Savard n’est pas une novice dans l’univers de la formation à distance. Détentrice d’une maîtrise en technologies éducatives, elle a travaillé comme conceptrice pédagogique au Centre du Cyber apprentissage de l’Université d’Ottawa et enseigné en technologies éducatives à l’Université du Québec à Chicoutimi. En mai dernier, elle siégeait au comité scientifique



Photo : Michel Giroux

Isabelle Savard, étudiante au doctorat en informatique cognitive, est de retour d’un stage de deux mois à l’Île Maurice.

du congrès de l’Association canadienne d’éducation à distance (ACÉD) et de l’Association pour les médias et la technologie en éducation au Canada (AMTEC).

Tenir compte de la diversité culturelle

Aujourd’hui, différents pays africains peuvent avoir accès, à distance, à des répertoires informatisés de ressources pédagogiques. Le travail consiste à in-

dexer les ressources en lien avec des thèmes précis et des compétences que l’on vise à développer afin que les professeurs, les concepteurs pédagogiques et les étudiants puissent les identifier facilement et les réutiliser dans leur enseignement ou leur apprentissage, explique Mme Savard. « Un même objet d’apprentissage, comme un film sur Internet portant sur la culture du maïs, peut s’intégrer dans différents scénarios pédago-

giques. Ou encore une image en 3D de la planète Terre peut être utilisée dans un cours de géographie ou de politique internationale. Plus l’objet est petit et simple, plus c’est facile. »

Mais comment adapter les banques d’objets à la diversité culturelle, linguistique et religieuse, notamment dans un pays comme l’Île Maurice où la population est composée de 52 % de personnes d’origine indienne et de 30 % de Musulmans, sans compter la présence de Chinois et de Créoles? Question qui est au centre des recherches d’Isabelle Savard. « Le problème est que les contenus sont encore issus des pays du Nord, observe-t-elle. Dans un cours sur les stratégies de marketing à l’Université de l’Île Maurice, on utilisait un vidéo conçu aux États-Unis qui exprimait la manière américaine de vendre des produits. Les étudiants se sont plaints que le contenu du cours ne correspondait pas à la réalité de leur pays où l’on accorde une importance particulière à la négociation et aux relation interpersonnelles. »

Internet en Afrique

Pour les dirigeants de l’Île Maurice, l’innovation en éducation constitue une priorité, affirme Mme Savard. « En formation à distance, ce pays est en voie de devenir une plaque tournante pour la région du sud de l’Afrique et de l’océan Indien. Ses spécialistes sont souvent sollicités pour divers projets visant à réduire le fossé causé par la fracture numérique entre le Nord et le Sud. Ils participent ainsi au projet

VUSSC (*Virtual University for Small States of the Commonwealth*) qui consiste à créer une université virtuelle pour 22 petits pays du Commonwealth. Par ailleurs, plusieurs professeurs étrangers intéressés par la formation à distance effectuent des recherches à l’Île Maurice. J’ai même rencontré plusieurs Mauriciens qui avaient obtenu des emplois intéressants grâce aux cours qu’ils avaient suivis à la TÉLUQ. »

Même si l’accès à Internet est encore limité pour les étudiants qui, parfois, reçoivent à la maison leurs recueils de notes et de textes, l’Université de l’Île Maurice a commencé à développer des cours à distance. Elle offre notamment à des enseignants en exercice un programme de maîtrise sur l’intégration des nouvelles technologies en pédagogie, donné entièrement à distance.

Exception faite de certains pays comme l’Afrique du Sud, le Sénégal ou la Tunisie, la formation à distance en Afrique a encore un caractère expérimental, ne serait-ce qu’en raison du manque de ressources et d’infrastructures technologiques, rappelle Mme Savard. « L’objectif n’est pas que tous les Africains possèdent leur propre ordinateur portable. Il existe d’autres priorités : s’assurer que tous puissent manger et avoir un toit au-dessus de leur tête. Dans une université en Zambie, où j’ai enseigné à des jeunes du primaire et du secondaire pendant trois ans, il n’y avait même pas suffisamment de tables et de chaises pour tous les élèves. » ●

Poursuivre la prévention là où le SIDA frappe le plus

Pierre-Etienne Caza

Quatrième cause de mortalité à l’échelle de la planète, le SIDA poursuit ses ravages, particulièrement en Afrique subsaharienne, de loin la région la plus touchée avec 25 millions de personnes atteintes sur les 40 millions recensées à travers le monde. Au printemps dernier, Judith Leroux, étudiante au baccalauréat en animation et recherche culturelles, a séjourné six semaines au Botswana, où la maladie a fait baisser l’espérance de vie de 72 ans à 39 ans. Elle a donné un coup de main aux organisations locales qui tentent d’endiguer le fléau.

Membre de l’organisme Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC-UQAM) depuis un an, la jeune femme de 23 ans s’est d’abord rendue à Ottawa afin de rencontrer ses compatriotes de mission (une vingtaine d’étudiants canadiens) et d’y recevoir une formation pour affronter la réalité botswanaise. « Il fallait nous préparer à vivre un choc culturel, car ce genre de voyage n’a rien à voir avec les forfaits vacances tout inclus », dit-elle en riant.

Les ravages de la maladie

Le Botswana est un pays complexe qui l’a étonnée à plusieurs égards. Le sud

du pays est relativement riche, mais au nord de la rivière Okavango, qui sépare le pays en deux, la pauvreté est criante. Après une semaine de formation avec des gens du gouvernement et des travailleurs sociaux, son groupe a entrepris une « marche culturelle », sillonnant le nord du pays, où (sur)vivent les Sans – communément appelés *bushmen* –, l’une des deux tribus les plus anciennes du pays. Cette marche était en fait un projet-pilote, style tourisme équitable, mis sur pied pour valoriser la culture des Sans et éviter qu’elle ne se perde. « Les villages se vident à cause de la maladie, bien sûr, mais aussi parce que les jeunes préfèrent la frénésie de la ville », explique Judith.

Selon elle, le plus grand choc ne relève pas de la pauvreté, mais des ravages du SIDA, au nord comme au sud du pays. Au Botswana, le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 19 % et il grimpe à 35,5 % chez les 15 à 49 ans. « Comme plusieurs, je croyais que le problème relevait d’un manque d’information ou de soins médicaux, mais ce n’est pas le cas », explique-t-elle. Partout dans les rues, il y a des affiches qui incitent les gens à utiliser le condom, dit-elle. On ne compte plus le nombre d’organismes qui interviennent auprès de la population, comme

YOHO (Youth Health Organisation), pour lequel Judith a travaillé bénévolement. « Il reste des efforts de sensibilisation à faire, parce que les hommes comme les femmes ont encore trop souvent des relations sexuelles non protégées, à cause de l’alcool ou carrément par insouciance, convaincus qu’ils ne peuvent contracter la maladie », affirme-t-elle.

Sensibilisation par l’art

De retour dans la capitale, Gaborone, elle a participé à la réalisation d’une pièce de théâtre pour sensibiliser davantage la population aux risques du VIH/SIDA. « Nous avons joué la pièce devant l’armée ainsi que dans quelques écoles primaires », raconte-t-elle. Elle a également profité de son séjour pour capter des images dont elle espère tirer un film. « Je compte en effectuer le montage lors de mon dernier séjour », précise-t-elle. Son stage a lieu ce trimestre-ci au centre Afrika, un organisme fondé en 1988 par les Missionnaires d’Afrique (les Pères Blancs) pour améliorer et soutenir l’intégration des immigrants africains à Montréal. Elle y a pour tâche de développer un volet culturel et artistique, et espère être en mesure d’organiser une soirée sur le Botswana et y projeter son film... s’il est terminé ●



Judith Leroux, entourée d’enfants lors d’une visite dans une école primaire de Gaborone, capitale du Botswana.

L’EUMC-UQAM

« La lutte au VIH/SIDA constitue l’un des *Objectifs du Millénaire pour le développement*, chapeautés par l’ONU et auxquels adhère l’EUMC », explique Judith, qui a participé l’an dernier à l’organisation de l’événement *VéloSida* à l’UQAM. En vendant des produits équitables, ses collègues et elle ont amassé 380 \$, qui leur ont permis d’acheter une bicyclette-ambulance pour les gens atteints de la maladie au Malawi. « Il s’agit de l’unique moyen de transport vers les centres de soins ou de distribution de nourriture et de médicaments, qui sont parfois situés à des heures de marche », précise-t-elle.

Le comité local de l’EUMC à l’UQAM compte douze bénévoles. En plus de l’événement *VéloSida*, ils organisent des conférences et des soirées thématiques sur certains aspects de la coopération internationale, ainsi que des activités ayant trait au commerce équitable. Depuis 1989, leur programme de parrainage d’un étudiant réfugié a permis d’accueillir à l’UQAM huit étudiants en provenance du Burundi, du Congo et du Rwanda.

Le design s'éclate

Une grande soirée bénéfice pour célébrer les 25 ans du Centre

Marie-Claude Bourdon

Ce sont des spécialistes, pour ne pas dire des maniaques. De la présentation, du détail, de l'emballage. Forcément, quand on a pour mission de diffuser le meilleur design du Québec et du monde, on se doit de le faire avec style. Depuis 25 ans, le Centre de design de l'UQAM présente des expositions qui, chaque fois, se veulent des événements. On peut donc prédire que la soirée bénéfice qui soulignera son 25^e anniversaire, le 25 octobre prochain (notez le chiffre retenu pour la date...) et à laquelle est convié tout le milieu montréalais du design, sera mémorable à plusieurs égards. Sous le parrainage de Suzanne Sauvage, présidente pour le Canada du Groupe Cossette Communication, et de Simon Brault, président de Culture Montréal, cette soirée sera l'occasion de souligner le travail accompli par le Centre depuis 25 ans.

«Avec des moyens somme toute réduits, nous avons mis en place le centre de diffusion du design le plus important au Canada», souligne Marc Choko, professeur à l'École de design et directeur du Centre depuis sept ans. Des premières expositions à aujourd'hui, d'Enzo Mari, en 1983, à *Design Vlaanderen*, présentée ce mois-ci, en passant par *La chaise : un objet de design ou d'architecture?*, créée en 1985, ou *Michel Dallaire, la beauté des formes utiles*, en 1993, les événements organisés par le Centre illustrent les tendances les plus avant-gardistes du design international comme les grands courants historiques qui ont traversé la discipline.

En moyenne, 300 à 400 personnes assistent aux vernissages. Lors des



Photo : Michel Brunelle

Montréal 5, une exposition consacrée à des designers montréalais en vue, dont Jean-Pierre Viau, Nathalie Morin, Serge Tardif, Jean-François Jacques, Jean-Guy Chabauty et Christian Bélanger, tous diplômés de l'École de design, a été montée en 1997.

expositions des finissants, la participation est encore plus importante : 700 à 800 amateurs de design viennent prendre le pouls des nouveaux créateurs! En plus des expositions, le Centre, qui constitue un véritable club social pour les diplômés et professionnels, organise des colloques et des conférences sur tous les aspects du design, du graphisme à l'architecture en passant par le design industriel et la mode.

Peu de moyens, beaucoup d'ambition

Dès les débuts, avec très peu de moyens et beaucoup d'ambition, le Centre propose de grandes expositions internationales qu'il obtient parfois de façon ... inusitée. En 1989, une

exposition prestigieuse qui n'aurait jamais dû venir à Montréal sera présentée au Centre en grande partie grâce à l'effet produit par l'utilisation des nouvelles technologies d'impression. «Les producteurs de l'exposition, consacrée au designer italien Gaetano Pesce, ne s'étaient pas encore mis à l'heure de l'informatique et avaient été impressionnés par notre document imprimé au laser», explique Georges Labrecque, le chargé de projets, qui monte et démonte toutes les expositions depuis 1984.

Au départ, le Centre occupait un simple corridor, à l'arrière de l'ancienne École technique, où se trouve maintenant la Faculté des sciences. «On était des squatters», dit sa première directrice, la professeure France Vanlaethem. L'UQAM, une université toute jeune, «laissait beaucoup de place à l'initiative et les professeurs du Département de design formaient un groupe extrêmement dynamique», raconte-t-elle. Malgré une certaine résistance à l'ouverture officielle d'un second lieu d'exposition (la Galerie

existait déjà), le Centre s'installera bientôt dans la grande salle donnant sur la rue Sherbrooke et, entre autres grâce à l'appui de deux vice-rectrices, Claire McNichols et Florence Juncadenot, il obtiendra finalement un statut permanent.

En 1995, lorsque l'École déménage dans le pavillon tout neuf qui a été construit à son intention, le directeur de l'époque, Jean-Pierre Hardenne, doit quand même trouver un moyen d'assurer au Centre les mètres carrés qui lui sont nécessaires pour continuer à s'épanouir. L'architecte, Dan S. Hanganu, pourra finalement lui accorder une place de choix, à l'entrée du Pavillon. L'exposition inaugurale, *Design Now*, permettra de découvrir à Montréal, avant New York, le travail des designers hollandais de Droog Design.

Un livre souvenir

Les cinq directeurs qui se sont succédé à la tête du Centre, les professeurs France Vanlaethem, Jean-Louis Robillard (retraité), Frédéric Metz, Georges Adamczyk (aujourd'hui di-

recteur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal) et Marc Choko, ainsi que quelques proches collaborateurs ont mis en commun leurs souvenirs et leurs réflexions dans un livre anniversaire, *25 ans de design*, dont le design graphique est signé Stéphane Huot, diplômé de l'École. «Le Centre a existé à cause des gens qui y ont participé», dit France Vanlaethem. En plus des professeurs, de nombreux étudiants et diplômés ont toujours travaillé au montage des expositions, ainsi qu'à la création des affiches et des cartons d'invitation qui les accompagnent.

Le Centre a donné aux Montréalais la chance de découvrir du design de partout sur la planète, note Marc Choko, mais «les expositions qu'il a conçues ont aussi permis de faire connaître le design d'ici à l'étranger.» Une cinquantaine d'expositions ont voyagé à travers le monde, de la France à la Chine, en passant par l'Argentine et les États-Unis. En 1997, *Montréal 5*, une exposition consacrée à des designers montréalais en vue, dont Jean-Pierre Viau, Nathalie Morin, Serge Tardif, Jean-François Jacques, Jean-Guy Chabauty et Christian Bélanger, tous diplômés de l'École de design, a ainsi été montrée à Paris, Marseille, Saint-Étienne et Lyon, ainsi qu'à Barcelone.

Si on mettait ensemble toutes les expositions réalisées par le Centre de design depuis 25 ans, on pourrait constituer un extraordinaire musée du design sous toutes ses formes. C'est un peu ce musée virtuel qui sera présenté dans le livre *25 ans de design*, offert en cadeau aux participants à la soirée bénéfice. Les billets sont en vente jusqu'au 29 septembre. Ils donnent droit, en plus du livre, aux bouchées «architecturales» préparées par un chef de Québec, Stéphane Modat, à une installation surprise du collectif Rita (formé de plusieurs diplômés) et, bien sûr, au champagne!

Information et réservations : 987-3000, poste 3421 ●



Photo : Michel Brunelle

Gaetano Pesce : produire industriellement la différence, 1989.



Photo : Michel Brunelle

Raymond Savignac affichiste – Ça c'est de la pub! 2005.

Finalistes au gala Forces Avenir

Pierre-Etienne Caza

Gagneront-ils? Les projets Troc-tes-trucs et La nuit de la philosophie, de même que les étudiantes Josée-Anne Riverin et Inês Nascimento Lopes sont finalistes de la 8^e édition du Gala Forces Avenir, qui aura lieu le 28 septembre prochain au Théâtre Capitole de Québec. Forces Avenir récompense les étudiants qui par leurs réalisations, leur engagement et leur excellence contribuent à l’avancement de la société.

Catégorie Environnement

Né lors d’un atelier de l’école d’été de l’Institut du Nouveau Monde, en 2005, le projet Troc-tes-Trucs a été développé par Maude Léonard et Véronique Castonguay, deux étudiantes au doctorat en psychologie communautaire. Le concept : permettre à des citoyens d’échanger des objets au lieu d’en acheter d’autres, dans le but de freiner la surconsommation. «C’était une façon d’appliquer ce que l’on a appris en classe, mais d’une façon désintéressée, qui puisse profiter aux familles de notre quartier», explique Maude.

La première activité a eu lieu le 23 avril dernier, réunissant 35 familles dans les locaux du Centre de Loisirs Communautaires Lajeunesse, partenaire de l’aventure avec La Jouthèque de Villaray. Le troc se déroule dans une atmosphère de fête familiale et les gens peuvent également profiter des différents ateliers et kiosques portant sur la consommation responsable. Une deuxième activité a eu lieu le 11 juin, et la prochaine se tiendra le 24 septembre. «Nous tentons de répéter l’expérience chaque deux mois, explique Maude, qui est fière de cette nomination à Forces Avenir. Voilà une belle récompense pour le travail que nous avons accompli et une motivation supplémentaire à le poursuivre!»

Société, communication et éducation

«Il s’agit d’un lieu de rencontres et d’échanges entre spécialistes et néophytes, d’un marathon d’activités qui touchent à toutes les sphères de la philosophie», explique Frédéric Legris à propos la Nuit de la philosophie, dont il est fondateur avec sa collègue Élise Brouillette. L’événement, qui en était à sa deuxième édition les 25 et 26 mars dernier, a accueilli plus de 3 500 participants provenant des quatre coins du Québec.

Ce happening gratuit de 24 heures vise à redorer le blason de la philosophie sur la place publique en offrant des activités hors du cadre universitaire habituel. Celles-ci sont à la fois ludiques (quiz, jeux interactifs, théâtre, spectacle de musique engagée, expositions et films) ou plus sérieuses (lectures publiques, ateliers, débats et même des vidéoconférences avec des philosophes de tous horizons). Soutenu par une cinquantaine de bénévoles, le comité organisateur envisage la troisième édition avec optimisme, espérant encore une fois innover et surprendre les participants.

Personnalité 1^{er} cycle

Étudiante au baccalauréat en relations internationales et droit international, Josée-Anne Riverin est passionnée par les droits de la personne, surtout depuis ses séjours en Afrique du Sud, dans le cadre d’un stage interculturel en 2000, et en Mauritanie, pour un stage de coopération internationale en 2003. À son retour de Mauritanie, elle met en contact l’organisme pour lequel elle a travaillé là-bas avec un organisme de sa région natale, au Saguenay. «À partir du moment où l’on s’intéresse aux droits humains, il n’y a plus de cloisons entre l’international et le local», explique-t-elle.

En 2005, elle a effectué un séjour

au Cambodge et en est revenue avec un documentaire sur la question de la concession des terres, ainsi que sur la gestion de l’aide internationale reçue par le pays. Elle a donné une conférence sur le sujet à l’UQAM et effectuée des présentations de son film dans les cégeps de la province. «J’espère que nous pourrons le présenter au ministère des Affaires étrangères et à ceux qui oeuvrent au sein d’organismes gouvernementaux dans un avenir rapproché», di-t-elle.

Personnalité 2^e et 3^e cycles

Dans le cadre de sa thèse de doctorat en psychologie de l’éducation, Inês Nascimento Lopes a développé un programme pédagogique, baptisé CAUSE. «Il s’agit d’activités interactives portant sur la consommation responsable, les droits humains et l’environnement», explique-t-elle. Durant les deux dernières années, elle a pu tester son programme auprès d’élèves d’une classe de 6^e année du primaire, à Laval. Lorsque sa thèse sera terminée, elle espère le faire connaître, en publiant ses résultats d’analyse dans des revues pédagogiques ou par le biais d’un site Internet (actuellement en construction), qui regroupera plusieurs autres ressources éducatives destinées aux élèves du primaire.

En plus de son implication passée auprès du Centre de services psychologiques de l’UQAM et de la Fondation des maladies du cœur, elle est l’instigatrice du cinéclub Cinéma Politica, qui présente chaque année une douzaine de documentaires engagés. «Il s’agit de longs ou de courts métrages portant sur les enjeux sociaux, humains et environnementaux de l’heure, précise-t-elle. Nous encourageons les productions étudiantes et invitons les réalisateurs à interagir avec les spectateurs après la projection.» ●



Maude Léonard et Véronique Castonguay, fondatrices de Troc-tes-Trucs, étudiantes au doctorat en psychologie communautaire.



Inês Nascimento Lopes, étudiante au doctorat en psychologie de l’éducation.



Josée-Anne Riverin, étudiante au baccalauréat en relations internationales et droit international.



Le comité organisateur de La Nuit de la philosophie: de gauche à droite, Jean-François Landry, Elise Brouillette, Frédéric Legris, Simon Tremblay-Pépin et Sindy Brodeur.

Place aux nouveaux doctorats

Dominique Forget

Publish or perish. Dans le monde de la recherche académique, l’adage ne se dément pas. Pour gagner la reconnaissance de leurs pairs et se tailler une place au soleil, les professeurs doivent publier régulièrement leurs résultats... et pas dans n’importe quelles revues. Sans nécessairement viser *Nature* ou *Science*, chacun cible les publications les plus prestigieuses de son domaine.

Or, pour arriver à tenir la cadence, les professeurs doivent compter sur de solides équipes. Ces dernières sont souvent composées d’étudiants au doctorat qui épiluchent la littérature scientifique, mènent des expériences et pondent des ébauches d’articles pendant que leur directeur réfléchit à l’orientation que devraient prendre les travaux, enseigne ou court après les subventions. «Les étudiants au doctorat, ce sont nos mains, nos pieds et nos yeux», résume Omar Cherkaoui, professeur au Département d’informatique.

Avant cet automne, le professeur

Cherkaoui et ses collègues ne pouvaient pas compter sur ces précieux bras droits. En septembre cependant, le Département a inauguré son programme de doctorat en informatique. Une dizaine d’étudiants ont répondu à l’appel : des diplômés de la maîtrise de l’UQAM, mais aussi de l’Université de Montréal et quelques étudiants originaires d’Afrique. «Ça fait trois ans que nous travaillons à monter ce projet», raconte Omar Cherkaoui, qui a pris en charge la direction du programme.

Selon Norbert Morin, adjoint au directeur du Bureau de l’enseignement et des programmes (BEP), le nouveau doctorat devrait notamment aider le Département d’informatique à retenir ses meilleurs professeurs. «Beaucoup de professeurs avaient jusqu’à maintenant des étudiants en codirection, indique-t-il. Le travail d’encadrement se faisait souvent entièrement à l’UQAM, mais l’université à laquelle était officiellement inscrit l’étudiant récoltait le mérite et les appuis financiers. Cette situation peut

devenir frustrante à la longue.»

L’adjoint au directeur du BEP précise que pour la direction de l’Université, le développement des cycles supérieurs constitue une priorité incontournable depuis le dépôt de son projet institutionnel renouvelé, en 2002. «Chaque année depuis, le recteur renouvelle cet engagement. On veut mettre l’UQAM sur la carte des grandes universités de recherche et se préparer pour le renouvellement annoncé du corps professoral.»

Dans ce contexte, il n’est pas étonnant que les programmes de doctorat de multiplient. D’une semaine à l’autre, le ministère de l’Éducation devrait donner le feu vert à un nouveau doctorat en droit. Trois autres programmes sont dans les cartons du BEP et sont présentement à l’étude par la CRÉPUQ. Un premier, en chimie, s’articulera autour de deux axes de recherche, soit la santé ainsi que les matériaux et l’énergie. «L’UQAM se situe au quatrième rang pour la formation de bacheliers en chimie au Québec et pourtant, elle n’offre pas encore de doctorat», note Francine Rheault, agente de recherche et de planification au BEP. «On espère ouvrir un programme l’automne prochain.»

Un programme de doctorat en sciences de la Terre et de l’atmosphère est également sous étude. Jusqu’à maintenant, seul un doctorat en ressources minérales était offert et ce dernier était contrôlé par l’Université du Québec à Chicoutimi. Le nouveau



Photo : Nathalie St-Pierre

Le Département d’informatique a lancé son programme de doctorat cet automne. Sur la photo, on aperçoit Omar Cherkaoui, responsable du programme, en compagnie de deux étudiants.

programme sera géré conjointement par les deux institutions et sera élargi pour inclure les sciences de l’atmosphère, une force à l’UQAM. Enfin, un doctorat en science, technologie et société devrait voir le jour d’ici un an ou deux si les plans du BEP se concrétisent. Il s’agirait d’un programme unique en son genre au Québec.

Cet automne, le Bureau planchera sur un tout nouveau projet : un doctorat en santé. «Les professeurs investissent beaucoup d’énergie pour monter les demandes qui doivent ensuite franchir plusieurs étapes d’approbation, fait valoir Mme Rheault. C’est tout à leur honneur.» ●

Les étudiants en cinéma entrent dans la cour des grands

Dominique Forget

Ces jours-ci, les étudiants en cinéma de l’UQAM ne touchent plus à terre, béats devant la chance qui leur sourit. Grâce à une entente entre l’Université et l’ONF, ils auront bientôt accès aux équipements de postproduction les plus sophistiqués de l’industrie pour donner à leurs films une facture tout ce qu’il y a de plus professionnel. «C’est un peu comme si on avait remporté le loto», avance Paul Tana, professeur à l’École des médias, réalisateur, scénariste et producteur.

Dès le printemps prochain, les cinéastes en herbe qui préparent leur film de fin d’études se rendront dans les studios de l’ONF pour procéder au mixage de leur œuvre. Ils pourront ainsi mélanger toutes les sources sonores qu’ils auront enregistrées – bande de dialogue, bande musicale et bande d’effets spéciaux – et obtenir des résultats équivalents à ceux que l’on peut entendre dans une vraie salle de cinéma, avec le Dolby Surround 5.1 notamment. Les finissants auront aussi la chance de retravailler leurs images, notamment pour ajuster la lumière et leur donner un fini digne des productions d’Hollywood.

«L’UQAM n’est pas équipée avec les appareils nécessaires à ce travail professionnel», explique le professeur

Tana, qui est aussi titulaire de la Chaire René-Malo en cinéma et en stratégies de production culturelle. Au-delà de l’accès à la technologie, le cinéaste estime que le gain réel pour les étudiants tient dans la relation qu’ils pourront développer avec des artisans dont l’expérience rivalise avec la rigueur, la créativité et la sensibilité. «Le mixage du son d’un petit film de dix minutes prend trois jours, dit-il. Pendant tout ce temps, les professionnels de l’ONF travailleront côte à côte avec les étudiants. C’est une véritable relation de maître à élève qui pourra se développer. Toute une chance pour les Uqamiens qui se préparent à entrer sur le marché du travail!»

Toujours selon l’entente, les étudiants auront accès aux archives cinématographiques de l’ONF s’ils désirent intégrer quelques séquences à leur film. La salle de cinéma de la CinéRobothèque sera également mise à leur disposition pour présenter leur film de fin d’études. Autre opportunité de rêve pour les Uqamiens : la possibilité de voir leur film être distribué par l’ONF si celui-ci répond aux critères de l’Office.

Les étudiants en cinéma ne seront pas les seuls à pouvoir profiter de ces avantages. Les professeurs pourront également s’en prévaloir, à certaines conditions. En outre, les futurs étu-

diants du diplôme d’études supérieures spécialisées en musique de film – un programme qui est actuellement en développement et qui pourrait être lancé dès l’automne 2007 par l’École des médias, en collaboration avec le Département de musique – sont aussi visés. Ils pourront enregistrer leur composition dans les studios de l’ONF et profiter des services des meilleurs techniciens et ingénieurs du son.

L’entente qui a été négociée par Paul Tana, Michel Caron, également professeur à l’École des médias, et Claude Bonin, directeur général par intérim du programme français de l’ONF, ne coûtera pas un sou à l’UQAM. «Nos étudiants seront dans les studios de l’ONF d’avril à juin, une période plus tranquille pour l’Office», précise Paul Tana.

Selon le professeur, il s’agit peut-être de la première fois dans l’histoire de l’UQAM où les étudiants en cinéma auront les outils pour réaliser leurs ambitions. «On dit toujours que Concordia a plus de moyens, entre autres grâce à l’appui de Mel Hoppenheim. Ce n’est plus vrai aujourd’hui. Reste maintenant à montrer que nous sommes à la hauteur. On ressent une certaine pression, mais je ne suis pas inquiet. Nos étudiants sont excellents.» ●

PUBLICITÉ

Adoption internationale

Importance de la qualité du milieu d'accueil

Claude Gauvreau

À leur arrivée au Québec, plusieurs enfants adoptés en Russie, en Chine et dans d’autres pays d’Asie de l’Est, présentent d’importants retards d’ordre cognitif et moteur, révèle une étude réalisée par une équipe de chercheurs de l’UQAM.

Selon la professeure Louise Cossette du Département de psychologie, qui a participé à la recherche, ces enfants sont particulièrement vulnérables. «Provenant pour la plupart d’orphelinats, un grand nombre souffre de malnutrition et de problèmes neurologiques. Ils ont un quotient intellectuel inférieur à la moyenne, peu d’habiletés verbales et des difficultés à mémoriser. Certains éprouvent aussi de l’anxiété, associée à la peur de l’abandon, ou affichent des comportements perturbants.» Néanmoins, ajoute-t-elle, leur insertion dans un nouveau milieu de vie chaleureux et stimulant ne peut que favoriser leur développement.

Au Québec, près de la moitié des enfants adoptés à l’étranger sont originaires de Chine, des filles en grande majorité. Les autres proviennent de différents pays asiatiques (Viet Nam, Corée, Taiwan), de Russie, d’Haïti et d’Amérique latine. «Chez certains enfants, âgés entre quatre et six ans, les retards cognitifs perdurent et les causes demeurent encore mal connues, en grande partie à cause de la rareté des données longitudinales», souligne Mme Cossette. Même si le Québec possède le plus haut taux d’adoptions internationales par habitant, tous pays confondus, il se fait encore peu de recherches dans ce domaine.

La première phase de la recherche portait sur le développement d’une centaine d’enfants, de Chine et de Russie, pour la plupart, depuis leur arrivée avant l’âge de 18 mois, jusqu’à l’âge de 3 ans. Dans une deuxième étape, à laquelle participaient les parents adoptifs, des enseignants du primaire et un pédiatre de l’hôpital Sainte-Justine, les chercheurs ont ob-



Photo : Denis Bernier

Louise Cossette, professeur au Département de psychologie, s’intéresse au développement socioaffectif des enfants.

servé un sous-groupe de 70 enfants et évalué leur adaptation psychosociale en début de scolarisation.

«Les résultats ont démontré que plusieurs enfants, dès les premiers mois suivant leur adoption, avaient fait des gains significatifs. En outre, à l’âge de sept ans, 8,5 % d’entre eux seulement accusaient un retard dans leur développement cognitif, alors que la proportion s’élevait à 55 % au moment de leur arrivée dans la famille adoptive», explique Mme Cossette. Selon l’évaluation des enseignants, la plupart des enfants adoptés obtiennent même des résultats scolaires supérieurs à la moyenne, même si certains n’ont pas atteint le niveau de compétence requis ou fréquentent une classe spéciale. Les progrès réalisés confirment l’importance de la qualité du milieu d’adoption.

Autre donnée importante de l’étu-

de : le rythme du développement cognitif et le rendement scolaire varient

selon le pays d’origine et le sexe de l’enfant. «On a observé davantage de retards chez les enfants en provenance de Russie, notamment parce qu’ils ont connu des conditions de vie plus difficiles avant leur adoption, précise la chercheuse. Nous faisons également l’hypothèse que l’environnement intra-utérin de certaines mères souffrant d’alcoolisme pourrait constituer un autre facteur.»

Par ailleurs, les filles et les enfants originaires de Chine obtiennent des résultats scolaires supérieurs aux garçons et aux enfants d’autres pays, poursuit la psychologue. «En général, les garçons sont plus valorisés que les filles, notamment en Chine où il est fréquent que des petites filles soient abandonnées dans des parcs ou des fossés. Nous soupçonnons que si des garçons sont donnés en adoption, c’est peut-être parce qu’ils éprouvaient déjà des problèmes de santé physique ou psychologique.»

Prévenir les parents

L’adoption internationale repose sur quelques grands principes reconnus par la communauté internationale dans le cadre de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l’enfant et de la Convention de La

Haye sur la protection des enfants. «Si une famille veut adopter un enfant à l’étranger, ses membres doivent observer des règles très strictes et se soumettre à une évaluation psychosociale», rappelle Mme Cossette. Généralement, les parents vivent ensemble, ont des revenus moyens ou élevés et sont plus scolarisés que la moyenne des gens.

Les parents adoptifs demeurent peu informés et peu préparés psychologiquement à affronter les problèmes que vivent leurs enfants, déplore Louise Cossette. Les ressources sont plus nombreuses qu’auparavant, mais elles sont encore insuffisantes. L’hôpital Sainte-Justine, grâce à sa clinique d’adoption internationale, offre des services spécialisés et le Secrétariat à l’adoption internationale, rattaché au ministère québécois de la Santé et des Services sociaux, peut conseiller et orienter les familles. Le Secrétariat vient d’ailleurs de lancer un programme de formation destiné aux médecins, psychologues et infirmiers pour qu’ils puissent apporter une aide plus efficace aux enfants et aux parents. «C’est un pas dans la bonne direction», conclut la chercheuse ●

Trois escrimeurs à Turin

Trois étudiants de l’UQAM, Julie Cloutier, Sandra Sassine et Pierre-Philippe Gouin, prendront part aux Championnats du monde d’escrime, qui se dérouleront à Turin du 30 septembre au 7 octobre.

Ces spécialistes du sabre – l’escrime regroupe trois types d’armes : le sabre, le fleuret et l’épée – sont respectivement classés 1^{ère}, 2^e et 4^e au Canada. Ils poursuivent leurs études au baccalauréat en animation et recherche culturelles, en intervention en activité physique et en études littéraires.

Du 20 au 25 septembre, Sandra Sassine participera également au Championnat du Commonwealth, à Belfast en Irlande du Nord. Rappelons



Photo : Denis Bernier

Pierre-Philippe Gouin, Julie Cloutier et Sandra Sassine. qu’elle a été sacrée championne canadienne pour une troisième année de suite lors du Championnat canadien, qui s’est déroulé au centre sportif de l’UQAM en mai dernier.

Un phénomène en expansion

- L’adoption d’enfants à l’étranger par des familles québécoises a connu une progression constante depuis les 30 dernières années. Pour la décennie 1990-1999, on compte une moyenne de 800 par année. En 2003, le nombre d’adoptions dépassait légèrement les 900;
- Un peu plus de 50 % des enfants adoptés sont originaires d’Asie, principalement de la Chine. Plus du quart viennent des Amériques, notamment d’Haïti. Un enfant sur huit est originaire d’Europe, essentiellement de Russie et de Roumanie. Au cours des années 1990, l’âge moyen des enfants adoptés était de deux ans et la majorité étaient des filles;
- Au cours de la même période, la moyenne d’âge des parents adoptifs était de 37 ans chez les femmes et de 38 ans chez les hommes. La plupart des personnes adoptent en couple, mais une adoption sur douze (8,4 %) est faite par une personne seule.

Source : Secrétariat à l’adoption internationale, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

PUBLICITÉ

L'écologie arrive en ville!

Pierre-Etienne Caza

On les imagine sans peine en forêt, en haute mer ou dans un laboratoire, mais pas nécessairement en plein centre-ville. Pourtant, les écologistes considèrent qu'il s'agit d'un terrain de jeu tout aussi instructif... et amusant! Le livre *L'écologie en ville* en est la preuve. Sous la direction de Christian Messier, Luc-Alain Giraldeau et Beatrix Beisner, professeurs au Département des sciences biologiques, il réunit « 25 leçons d'écologie de terrain » joliment illustrées, traitant d'écologie végétale, animale et aquatique.

Paru aux éditions Fides en juin dernier, cet ouvrage est l'œuvre d'une quarantaine de chercheurs – diplômés ou étudiants de l'UQAM en écologie – qui vulgarisent de brillante façon quelques concepts clés de leur discipline.

Pourquoi la ville?

Les trois professeurs ont choisi le cadre urbain pour capter l'attention des lecteurs. « Quelque 70 % de la population du Québec habite en ville, explique Luc-Alain Giraldeau, spécialiste en écologie comportementale. Les gens ont tendance à oublier que la ville fait partie de la nature et qu'elle nous offre d'excellents exemples d'écosystèmes qui permettent d'illustrer des concepts écologiques. » « Il y a moins d'espèces qui interagissent en ville, précise Beatrix Beisner, spécialiste de l'écologie des communautés aquatiques. Les concepts sont donc plus faciles à expliquer. »

Le lecteur se familiarise avec ces concepts en compagnie de l'écureuil gris, de la coccinelle asiatique, du martinet ramoneur et de nombreuses autres « bibittes ». Les 25 petites histoires, racontées chacune en cinq à sept pages, nous emmènent de la maison au jardin, au quartier, puis à la ville. « Toutes les questions d'écologie peuvent être traitées à différentes échelles, voilà ce qu'illustre les trois divisions du livre, explique Christian Messier, spécialiste en écologie forestière. Les gens découvrent avec émerveillement que même en ville, nous ne



Photo : Michel Giroux

Christian Messier, Beatrix Beisner et Luc-Alain Giraldeau, professeurs au Département des sciences biologiques.

sommes pas maîtres de l'environnement. »

Réhabilitation lexicale

Il y avait là, de toute évidence, un créneau inoccupé. « Très peu de culture écologique est véhiculée au Québec, déplore Luc-Alain Giraldeau. Les émissions scientifiques, comme *Les années lumière* ou *Découverte*, sont axées sur le biomédical ou l'astronomie, mais rarement sur l'écologie. »

Le terme lui-même est galvaudé depuis quelques années, et surtout à tort, soulignent les trois professeurs. Ils ne cachent pas leur intention de le réhabiliter auprès du public. Selon eux, les environnementalistes, en particulier, se sont approprié à la fois l'appellation « écolos » et les tribunes pour vanter les mérites de ce qui est « écologique ». Un exemple? *Les terrains de golf ne sont pas écologiques*. Pour tout scientifique qui se respecte, cette affirmation n'a aucun sens, puisque l'écologie est une science consistant à étudier les interactions entre les êtres vivants et leurs environnements. Comme le rappellent les auteurs, en introduction de leur ouvrage : « Elle n'est ni une philosophie, ni une façon d'être ou de penser et encore moins une panacée de ce qui est bon pour la planète. Dire qu'une action est écologique n'a donc pas plus de sens que de dire qu'elle est mathématique, physique ou chimique. »

Ce livre leur a permis de remettre

les pendules à l'heure quant à l'emploi erroné des mots « écologie », « écologique » et « écologistes », mais aussi de se réconcilier avec leurs amis et les membres de leurs familles... « Ils comprennent enfin la nature de notre travail! », disent-ils en chœur, fiers qu'une de leurs publications s'adresse à un public plus vaste que celui auquel ils sont habitués.

Ludique... et instructif!

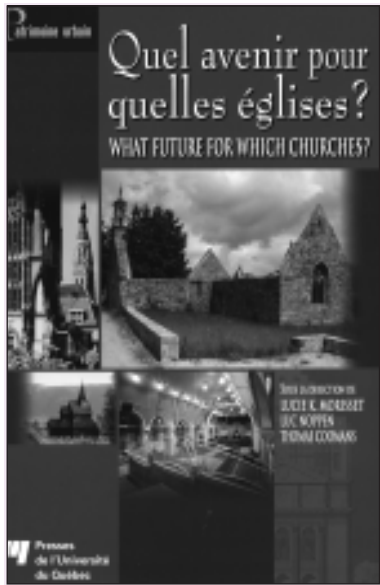
Illustré de belle façon par Philippe Beha, réputé pour de nombreux albums pour enfants, l'ouvrage est à mille lieues du jargon universitaire, ce qu'ont souligné avec bonheur les premières critiques. « On nous dit aussi : *Enfin un livre qui nous parle d'écologie sans nous rendre coupable et sans nous donner de leçons* », raconte M. Messier.

Les trois professeurs ne cachent pas avoir conçu l'ouvrage en fonction des jeunes (et de leurs enseignants), afin de les intéresser à cette discipline fascinante. Mais nul besoin de retourner sur les bancs d'école pour apprécier l'ouvrage : il suffit d'être curieux et intéressé à l'écologie. Tous les profits de la vente du livre sont versés sous formes de dons à Conservation de la Nature, un organisme actif depuis plus de 40 ans dans la conservation à perpétuité d'aires naturelles présentant une importance pour la diversité biologique ●

Métropoles et diversité

Les métropoles sont devenues au fil des ans des territoires où émergent de nouvelles aspirations identitaires et communautaristes. Plus que jamais, il importe de se pencher sur la gestion, par les grandes villes, de la diversité et du pluralisme. C'est ce que tente de faire l'ouvrage collectif intitulé *Les métropoles au défi de la diversité culturelle*, publié sous la direction d'Alain-G. Gagnon, professeur au Département de science politique, et de Bernard Jouve, directeur de recherche au laboratoire RIVES en France.

En comparant les expérience de certaines métropoles d'Europe et d'Amérique du Nord, divers auteurs montrent en quoi la ville constitue désormais un espace politique de première importance où il est possible de promouvoir une économie ouverte, tout en assurant la solidarité sociale et le respect des identités particulières. Ils abordent notamment le rôle et l'influence des institutions métropolitaines, et leur rapport avec les institutions nationales, dans le traitement de la diversité culturelle. Paru aux Presses universitaires de Grenoble.



Églises en péril

Le cloître des sœurs Carmélites l'a échappé belle cet été. Au mois de juin, il a été sauvé *in extremis* des griffes des promoteurs immobiliers, alors qu'il était classé monument historique par la ministre de la Culture et des Communications, en vertu de la Loi sur les biens culturels. Mais toutes les institutions religieuses n'ont pas cette chance. Sur la rue Saint-Laurent, dans le quartier de la Petite Italie, l'église Saint-Jean-de-la-Croix a déjà été transformée en condos de luxe.

Montréal n'est pas la seule ville à se retrouver aux prises avec des églises vides et à se questionner sur l'avenir de

son patrimoine religieux. Partout en Occident, des bâtiments de toutes traditions religieuses sont menacés de disparaître à plus ou moins brève échéance, faute de fidèles et de célébrants.

Lucie Morisset, historienne de l'art et professeure à l'UQAM, ainsi que Luc Noppen, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain et directeur de l'Institut du patrimoine, sont connus pour l'intérêt qu'ils accordent à l'avenir des églises. Leur ouvrage publié en 2005 et intitulé *Les Églises du Québec. Un patrimoine à réinventer* est déjà devenu une référence en ce qui a trait à la question du patrimoine religieux au Québec.

Leur tout nouveau livre, *Quel avenir pour quelles églises?*, ratisse plus large. En collaboration avec Thomas Coomans, professeur en histoire de l'art à l'Université de Bruxelles, les chercheurs ont demandé à une quarantaine de spécialistes nord-américains et européens d'analyser les expériences vécues dans leur région et de formuler quelques propositions concernant l'avenir des bâtiments religieux, leur vocation et leur usage.

Avec leurs collaborateurs, Lucie Morisset et Luc Noppen explorent dans ce nouvel ouvrage les voies qui permettront aux églises de redevenir le patrimoine de la collectivité entière. Bilingue, le livre est publié aux Presse de l'Université du Québec.

PUBLICITÉ

LUNDI 18 SEPTEMBRE

REDS - Regroupement étudiant dans la diversité sexuelle

«Mois de la diversité sexuelle». Du 18 au 22 septembre : «Sports et loisirs»; du 25 au 29 septembre, «Écoute et référence; du 2 au 6 octobre, «Arts et spectacles»; 10 au 13 octobre, «Économie et société». Kiosques, tables rondes, conférences, ateliers et spectacles sont prévus. Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-3349. Renseignements : Caroline info@reds-uqam.org

Vice-rectorat aux ressources humaines

Vélogik – service d'entretien et de réparation de vélos à prix modique offert à la communauté universitaire, jusqu'au 21 septembre et également du 25 au 28 septembre, du 2 au 5 octobre et du 9 au 12 octobre. Centre sportif. Renseignements : Cynthia Philippe (514) 987-3000, poste 1037 velogik@uqam.ca www.environnement@uqam.ca

GRIP (Groupe de recherche d'intérêt public du Québec à l'UQAM)

Cinéma politica : Nés dans un bordel et en avant-programme : Projet humanidad Nicaragua, avec les réalisateurs Miki Gingras et Patrick Dionne, à 18h. Pavillon Judith-Jasmin, salle Café

des arts, J-6170. En rediffusion le 28 septembre à 16h au Café Fractal, salle SH-R380. Renseignements : www.cinemapolitica.org

MARDI 19 SEPTEMBRE

CRIEC (Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté)

Débat public : «Les défis de l'accommodement raisonnable dans l'espace public», de 19h à 21h. Nombreux participants. Pavillon Athanase-David, Salle D-R200. Renseignements : Ann-Marie Field (514) 987-3000, poste 3318 criec@uqam.ca www.criec.uqam.ca

MERCREDI 20 SEPTEMBRE

Capteur de rêves, centre étudiant de promotion des arts et de la culture

«4^e édition de la Foire des arts», jusqu'au 21 septembre de 10h à 17h. Agora du pavillon Judith-Jasmin. Renseignements : Sarah-Claude Racicot (514) 987-3000, poste 7889 communication@capteurdereves.org www.capteurdereves.org/bdp

Chaire de recherche du Canada sur la question territoriale autochtone

Colloque : «Le territoire et les Autochtones», se poursuit les 21 et 22 septembre, de 18h à 21h30. Double Tree Plaza Montréal Centre-

Ville, 505, rue Sherbrooke Est, Salle Van Gogh-Renoir.

Renseignements : Maxime Gohier (514) 987-3000, poste 8278 chaire.autochtone@uqam.ca www.territoire.uqam.ca

JEUDI 21 SEPTEMBRE

Chaire de gestion des compétences, ESG

Conférence-midi : «Identification et résistance dans les organisations», de 12h30 à 14h. Conférencier : Olivier Herrbach, professeur, Institut d'Administration des Entreprises, Université Montesquieu, Bordeaux IV. Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2155.

Renseignements : Ginette Lévesque (514) 987-3000, poste 6651 levesque.ginette@uqam.ca www.chaire-competences.uqam.ca

Département de danse

Mémoire de création : «La théorie par le mouvement libère et parle en silence» et Essai chorégraphique : Return, également le 23 septembre à 18h30 et le 24 septembre à 14h. Participante : Sameena Mitta, étudiante, maîtrise en danse, UQAM. Pavillon de danse, salle K-R380. Renseignements : Sameena Mitta (514) 690-1700 dancingmitta@yahoo.com

VENDREDI 22 SEPTEMBRE

Chaire d'information financière et organisationnelle

Conférence : «Does it really pay to be green? Determinants and consequences of proactive environmental strategies», à 12h30. Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2240. www.esg.uqam.ca/evenements/

LUNDI 25 SEPTEMBRE

Département de psychologie

Cercle d'animation psychanalytique (CAP) : «Les destins de la pulsion de mort», de 19h à 21h.

Suite en page 12 ►

Table ronde sur «La réforme de l'enseignement de l'histoire du Québec au 2^e cycle du secondaire»

Le Bulletin d'histoire politique, les revues Argument et Possibles et la Société des professeurs d'histoire du Québec organisent, en collaboration avec la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec de l'UQAM, une table ronde portant sur la réforme de l'enseignement de l'histoire du Québec au 2^e cycle du secondaire. Cet événement se tiendra le 22 septembre à 13h30, à la salle DS-1950 du pavillon J.-A.-DeSève de l'UQAM. À cette occasion, les participants confronteront leurs analyses et débattront des questions telles que : L'histoire doit-elle être mise au

service de l'éducation à la citoyenneté? L'approche pédagogique doit-elle mettre l'accent sur les connaissances ou les compétences? Quelle place le nouveau programme accorde-t-il à la question nationale du Québec? Parmi les invités, mentionnons la participation de : Jean-Marie Fecteau, professeur, Département d'histoire, UQAM; Martin Pâquet, professeur, Département d'histoire, Université Laval; Josiane Lavallée, enseignante d'histoire, diplômée de l'UQAM et candidate à la maîtrise à l'Université de Montréal; Laurent Lamontagne, enseignant et

président de la Société des professeurs d'histoire du Québec; Éric Bédard, professeur, UER Sciences humaines, lettres et communications, TÉLUQ; Michel Seymour, professeur, Département de philosophie, Université de Montréal. Président : Michel Sarra-Bournet, historien, chargé de cours et chercheur associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec de l'UQAM Renseignements : (514) 987-3000, poste 7950 www.unites.uqam.ca/chf < http://www.unites.uqam.ca/chf >

Une question de morale et de gros sous

Marie-Claude Bourdon

En juillet dernier, l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM se classait au premier rang des universités québécoises dans trois des quatre catégories du palmarès publié par le magazine *Corporate Knights*, un classement annuel des universités canadiennes qui intègrent les principes de responsabilité sociale, de gestion des impacts environnementaux et de développement durable à leurs activités d'enseignement et de recherche.

La responsabilité sociale des entreprises est le nouveau sujet à la mode en gestion. Les entreprises d'aujourd'hui plantent des arbres, forment des comités locaux de citoyens et dépensent des fortunes pour soigner leur image de bon citoyen corporatif. Du 12 au 15 octobre prochain, les plus grands spécialistes américains et européens du domaine vont se réunir à l'UQAM pour faire le point sur ce nouveau concept. Ils seront les invités de deux des leaders de ce champ d'études, les professeurs Jean Pasquero et Corinne Gendron, qui viennent tout juste de publier dans la revue *Gestion* un dossier complet sur la question.

Pourquoi cet intérêt pour ce que le professeur de Stratégie des affaires Jean Pasquero définit comme «l'ensemble des obligations, légales ou volontaires, qu'une entreprise doit assumer afin de passer pour un modèle imitable de bonne citoyenneté»? Selon Corinne Gendron, professeure au Département d'organisation et gestion des ressources humaines et titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement, le concept de responsabilité sociale reflète le questionnement actuel sur la pertinence de l'entreprise comme institution sociale. «Dans les années 40, 50, 60, la mission des entreprises était claire : leur rôle était de produire des



Photo : Nathalie St-Pierre

Jean Pasquero, professeur au Département de stratégie des affaires, et Corinne Gendron, professeure au Département d'organisation et gestion des ressources humaines et titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

biens et des services et de faire des profits. Cette mission s'accordait avec la conception du bien-être propre à la société de consommation : plus je consomme, mieux je suis. Aujourd'hui, notre conception du bien-être a changé et l'entreprise doit s'ajuster aux nouvelles attentes sociales en ce qui a trait aux pratiques éthiques et à l'environnement.»

Philanthropie dépoussiérée

Pour Jean Pasquero, l'idée de responsabilité sociale des entreprises constitue en quelque sorte une nouvelle formulation du concept de philanthropie. «Les riches bourgeois du 19^e siècle qui ne voulaient pas qu'on les perçoive uniquement comme des exploiters et qui se sentaient une

obligation morale de redonner une partie de leur fortune afin d'améliorer le système capitaliste avaient le même type de questionnement», dit-il.

Mais c'est la mondialisation actuelle qui a agi comme un accélérateur pour le développement d'une nouvelle conception de la responsabilité sociale, en raison des transformations qu'elle entraîne dans le paysage social.

«À cause, entre autres, de la mobilité des capitaux, les entreprises sont maintenant en mesure de discuter avec l'État et d'exiger des conditions d'opération qui leur sont favorables, sinon elles vont ailleurs», souligne Corinne Gendron. Devant ce nouveau pouvoir, la société civile s'est mobilisée pour réclamer des

comptes à l'entreprise, entraînant du fait même une nouvelle forme de régulation socioéconomique. Les campagnes de boycott, la mauvaise presse et les manifestations de citoyens mécontents font mal aux entreprises.

«Quand une compagnie comme Alcan doit fermer une usine qui lui a coûté 500 millions de dollars à cause de la contestation sociale, comme c'est arrivé dans l'Ouest canadien, cela l'oblige à réfléchir», note Jean Pasquero. Il est impossible de produire de l'aluminium sans polluer, mais pour éviter de faire face à un nouveau mur, Alcan mise aujourd'hui sur une politique inspirée des principes du développement durable, «qui consiste, en gros, à bien s'occuper de l'environnement, des employés et des

communautés locales», explique le professeur. En France, la compagnie Lafarge, une multinationale du ciment, s'engage dorénavant à réhabiliter les carrières qu'elle abandonne. «Le principe, c'est que le site soit plus joli après son exploitation qu'avant, précise Jean Pasquero, et le coût de la réfection est prévu dans les devis de départ, ce qui facilite l'obtention des permis.»

Question de principe ou de marketing?

Les entreprises qui adoptent de telles politiques le font-elles par principe moral ou pour des raisons d'image? «Si faire bonne figure fait partie du changement, pourquoi pas?» répond le professeur. De toutes façons, ces motifs sont indissociables, affirme Corinne Gendron. «Quand le nom d'une entreprise se retrouve tous les jours dans les médias parce qu'elle pollue, cela joue sur le moral des employés, sur leur sentiment d'appartenance et cela affecte leur productivité, dit-elle. En plus, avec la montée du consumérisme responsable, sensible aux conditions des travailleurs étrangers ou à l'environnement, le marché est de plus en plus structuré sur les plans éthique et social. Les entreprises sont donc amenées à concevoir des produits ou des façons de faire qui tiennent compte de ces préoccupations.»

Bien sûr, si une compagnie dépense 8000 \$ pour planter des arbres et 15000 \$ pour la conférence de presse qui servira à annoncer cette bonne action aux journalistes, on dira qu'il s'agit surtout d'une opération de relations publiques. Mais attention. «Les entreprises qui ont recours à des initiatives de façade suscitent la controverse et cela est plus dommageable pour elles que si elles ne faisaient rien», signale Corinne Gendron. Dans le secteur forestier, une recherche menée à la Chaire a montré que l'obtention d'une certification environnementale a un impact positif sur la performance financière de l'entreprise seulement si celle-ci est accordée par un groupe de pression externe dont les exigences sont très sévères. Les certifications complaisantes octroyées par des organismes émanant de l'industrie ont, au contraire, un impact négatif.

«Cela est très important, car la question du lien entre la responsabilité sociale et la rentabilité économique est celle qui est le plus souvent posée, dit Corinne Gendron, et personne ne s'entend sur la réponse à lui donner. Une recherche comme celle-là permet d'affirmer que ce ne sont pas tous les gestes de responsabilité sociale qui donnent des résultats financiers positifs et que si les entreprises souhaitent la rentabilité, elles doivent agir en partenariat avec les ONG qui sont, aux yeux de la société civile, les acteurs les plus crédibles en matière de responsabilité sociale.» ●

► Suite de la page 11

Conférencière : Louise Grenier, psychanalyste.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2705.
Renseignements :
Louise Grenier
(514) 987-4184
grenier.louise@uqam.ca

MARDI 26 SEPTEMBRE Chaire de gestion des compétences, ESG

Conférence : «Les compétences : un prédicteur ou un critère de la performance en emploi», de 17h à 19h.
Conférenciers : Pascale Denis, étudiante au doctorat en psychologie industrielle et organisationnelle, UQAM; Claude Guindon, psychologue industriel et organisationnel, Hydro-Québec.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements :
Ginette Lévesque
(514) 987-3000, poste 6651
levesque.ginette@uqam.ca
www.chaire-competences.uqam.ca

JEUDI 28 SEPTEMBRE Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Conférence publique :
«Individualisation et équivalence structurale : un nouveau regard sur des questions traditionnelles en théorie sociologique», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Narciso Pizarro, professeur à la Faculté de science politique et de sociologie, Universidad Complutense de Madrid.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.
Renseignements :

Pierre-Paul St-Onge
(514) 987-3000, poste 4897
st-onge.pierre-paul@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca

VENDREDI 29 SEPTEMBRE Département de psychologie

Colloque : «Psychanalyse : violence et société», jusqu'au 30 septembre de 9h à 16h30.
Nombreux conférenciers.
Pavillon J.-A.-DeSève.
Renseignements :
Francine Cyr
francine.cyr@umontreal.ca

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence : «Innovation cooperation and foreign ownership», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Mark Knell, Norwegian Institute for Studies in Innovation, Research and Education, Centre for Innovation Research (NIFU STEP).
Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.
Renseignements :
Marie-Andrée Desgagnés
(514) 987-4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante :
www.uqam.ca/evenements
10 jours avant la parution.
Prochaines parutions :
2 et 16 octobre 2006.